

Directeur :  
Antoine TURMO  
Adresse : VI<sup>e</sup> Union  
Régionale C. N. T.  
Bourse du Travail  
Place Saint-Sernin  
TOULOUSE (H.-G.)

★  
ABONNEMENT  
Annuel ... 20,00 F  
Semestriel ... 10,40 F

# ESPOIR

# ANT

HEBDOMADAIRE ♦ ORGANE DE LA VI<sup>e</sup> UNION REGIONALE DE LA C. N. T. F.

N° 75

9 juin 1963

Prix : 0,40 F

## Éditorial

### TROIS JEUNES ETUDIANTS EN DANGER

**N**OUS venons de recevoir, du Comité d'Aide qui vient de se constituer à Paris pour la défense des trois jeunes étudiants français arrêtés en Espagne, entre le 6 et le 9 avril, un appel angoissé. On demande pour ces trois jeunes gens des peines sans aucun rapport avec le « délit » qu'on veut leur attribuer.

On veut condamner Bernard Ferri à TRENTE ANS de prison; Guy Battoux à QUINZE ANS de prison; Alain Pécunia à DEUX peines de DOUZE ANS chacune. Comme les faits qu'on leur attribue tombent sous la coupe de la juridiction militaire, ils seront jugés par un Conseil de Guerre à Madrid. Chose curieuse : ce Conseil de Guerre les jugera ensemble, bien qu'on leur impute des faits qui se sont produits l'un à Barcelone, l'autre à Valence et le troisième à Madrid, sans que ces trois jeunes aient eu aucun rapport entre eux.

Chose plus curieuse encore : On veut faire endosser à Alain Pécunia, âgé de 17 ans, pour qui on demande deux peines de douze ans, la responsabilité de faits qui ont eu lieu en 1962 et pour lesquels d'autres jeunes libéraux ont été condamnés. Cela montre, une fois de plus, comment on emprisonne, comment on condamne... et comment on tue en Espagne quand il semble bon au régime.

Car on tue de toutes les façons. Grimaud, qui ne voulait pas mourir quand on le précipita par la fenêtre du deuxième étage d'un commissariat, fut néanmoins condamné plus tard à mort et fusillé. On tue le jeune écrivain et poète Moreno Barranco, en le précipitant du haut d'une galerie de la prison de Jerez de la Frontera.

Grimaud fut assassiné pour des « crimes » accomplis, d'après l'accusation, il y a vingt-six ans. Le crime du jeune Moreno Barranco, c'était d'avoir écrit des poèmes et un livre.

Quant aux trois jeunes qu'aujourd'hui la « justice » franquiste s'apprête à juger, ils sont accusés : Pécunia d'avoir déposé un engin explosif sur le paquebot « Ciudad de Ibiza »; Battoux, de « tentative » d'attentat contre l'ambassade américaine à Madrid; Ferri est accusé d'avoir placé une bombe dans les bureaux de la compagnie aérienne « Iberia ».

De preuve de culpabilité, il n'y en a aucune. Mais cela n'est pas nécessaire pour accuser et encore moins pour condamner. Il n'y a pas eu de victimes, presque pas de dégâts matériels. Mais que l'accusation n'ait pas de base juridique, qu'elle soit dans l'impossibilité de prouver quoi que ce soit, ne gêne pas du tout les juges militaires.

Ils seront condamnés, si la solidarité internationale ne joue pas en leur faveur. Il s'agit de trois jeunes, de 17, 20 et 23 ans. Ils appartiennent aux Jeunesses Libérales françaises. Ils sont allés en Espagne, avec l'espoir d'être utiles à la Résistance intérieure. La police les a arrêtés et la « justice » franquiste les condamnera, si on ne réussit pas à mobiliser l'opinion internationale.

Que la Ligue des Droits de l'Homme, que toutes les Commissions qui proclament leur volonté de défendre les victimes du fascisme espagnol agissent avec célérité. Ils sont sans défense, dans les griffes des bourreaux franquistes. Il faut les arracher à la prison qui les attend!

## Une enquête sur la structure d'un Etat totalitaire

### L'ESPAGNE ET LA PRIMAUTÉ DU DROIT

(SUITE)

#### STATUT DE LA PRESSE

Sur ce sujet généralement peu connu, le rapport de la Commission de juristes jette une lumière révélatrice. Tout comme les syndicats, la presse est un instrument au service de l'Etat. Le ministre de l'Information exerce son contrôle sur la nomination des directeurs de journaux, qu'il peut destituer, ainsi que sur les journalistes.

La presse est soumise à la censure. En outre, des directives générales interdisent aux journaux de traiter un certain nombre de sujets, notamment les grèves et autres formes d'agitation politique ou sociale. Enfreindre ces directives peut causer au responsable de graves ennuis allant jusqu'à l'emprisonnement. On comprend pourquoi le long silence de la presse espagnole sur les grèves du printemps 1962 n'a été rompu que sur autorisation expresse du gouvernement, autorisation donnée sous la pression évidente des événements.

A part ces directives générales,

les rédactions reçoivent des instructions particulières leur prescrivant de faire ou de traiter d'une certaine manière tel ou tel événement. En outre, le ministre de l'Information peut, toutes les fois qu'il le juge bon, envoyer aux journaux un texte que ceux-ci sont tenus d'insérer à la place et la page indiquées, sans indication de la source.

Enfin, l'Etat fixe le tirage des journaux, le nombre de leurs pages et les contingents de papier à attribuer aux entreprises d'édition. L'augmentation ou la diminution des contingents de papier lui permet de « récompenser » ou de « punir » les journaux dont il approuve ou désapprouve la tendance.

Le ministre de l'Information a même des compétences pénales, pour punir les journalistes indociles. Par ailleurs le code pénal ordinaire et le code pénal militaire connaissent une série de délits d'opinion dont la définition est suffisamment vague pour autoriser la poursuite et la répression de toute critique, même fondée, des

autorités, et en général, de toute opinion indépendante.

La presse espagnole est donc complètement muselée. Seule la revue hebdomadaire catholique «Ecclesia» est exemptée de la censure en vertu d'un accord conclu entre le cardinal-primat et le caudillo.

#### CONCLUSION

Les garanties promises par la Charte des Espagnols sont restées lettre morte, et si l'Etat espagnol affiche moins qu'autrefois son caractère totalitaire, il n'a apporté aucune modification essentielle à ses institutions. Telle est la conclusion qui s'impose à la lecture du rapport de la Commission internationale de juristes.

Toutefois il est certains secteurs où le régime n'a pas réussi à étouffer tout esprit de liberté. C'est notamment le cas du Barreau espagnol qui a su préserver en grande partie son indépendance, ainsi qu'en témoigne le rapport. Un certain nombre d'avocats assument avec beaucoup de courage la défense des inculpés politiques. Au cours des procès, ils s'expriment avec une très grande liberté. D'autre part, le « Barreau lutte courageusement contre certains abus du présent régime, et certains collèges d'avocats mènent une action vigoureuse et patiente pour le retour progressif à un système de véritable légalité » (p. 38). Des avocats espagnols ont d'ailleurs collaboré à l'enquête menée par la Commission internationale de juristes.

Parmi les documents publiés en annexe, citons la « Déclaration » que 339 prêtres basques ont adressée en mai 1960 à leurs évêques, et qui contient une critique très sévère du régime; elle dénonce en particulier les tortures et mauvais traitements infligés par la police à des suspects politiques.

J.M. FERRENOUD.

(1) Rappelons que les chefs de l'insurrection militaire de 1936 avaient baptisé celle-ci « Croisade » contre le communisme, le libéralisme, la franc-maçonnerie, etc.

(2) C'est-à-dire une époque où le caudillo jugeait opportun de donner un vernis de libéralisme aux institutions de l'Etat.

(Voir n° 74 d'« Espoir »).



— Moi aussi je suis antifranquiste...

## Documents LE FRANQUISME : ses origines, ses caractéristiques et sa véritable vocation

L'insertion, dans ces colonnes, du document relatif à la révision ou prorogation du traité entre les EE. UU. et le gouvernement de Franco étant terminée, nous continuons à reproduire des extraits du livre « Documents Secrets du Ministère des Affaires Etrangères d'Allemagne », qu'il y a quelque temps nous avions commencé. Le document dont nous allons nous occuper, bien qu'il soit déjà vieux de 21 ans, garde une relation étroite avec deux sujets d'actualité : celui des relations du gouvernement de Franco avec Oliveira Salazar, d'une part, et avec les EE. UU. de l'autre.

Voici ce document :

« Stohrer au Ministère des Affaires Etrangères.  
Télégramme.

Madrid, le 19 février 1942.  
» Le Ministre des Affaires Etrangères d'Espagne m'a reçu hier soir, immédiatement après son retour de Séville, pour m'informer de façon très complète des résul-

tats de sa rencontre avec Salazar.  
» Le Ministre des Affaires Etrangères a été pleinement satisfait de la marche des pourparlers avec le Chef du Gouvernement portugais; il semble que pendant le séjour de 48 heures que Salazar fit en Espagne, il se soit personnellement lié avec celui-ci. Répondant aux différentes questions posées et soulignant à plusieurs reprises le caractère extrêmement confidentiel de ces pourparlers, M. Serrano Suñer m'a fourni au cours de cet entretien qui dura plus d'une heure les renseignements suivants :  
» 1° Salazar n'a aucune sympathie profonde pour l'Angleterre, mais il l'estime, ce qui explique sa conduite envers les Anglais. Etant donné les rapports existants entre l'Angleterre et le Portugal et en raison de la faiblesse de ce dernier, il considère l'Angleterre comme une « nécessité » avec laquelle il doit compter.  
» 2° Il éprouve une violente antipathie pour les Américains. Le sans-gêne avec lequel ceux-ci se

comportent envers le Portugal, en particulier dans les questions économiques, l'ont profondément froissé. Il s'est plaint amèrement du manque de bonne volonté dont font preuve les Etats-Unis en ce qui concerne l'aide au Portugal; les Etats-Unis sabotent les intérêts portugais. Salazar partage entièrement l'appréciation de Serrano Suñer qui qualifie de « deshonorable et fastidieuse » la lutte pour les « navicertes ». Fier de la vieille culture portugaise, Salazar a soutenu avec chaleur le Ministre des Affaires Etrangères d'Espagne lorsque, citant un écrivain anglais, celui-ci a défini les Américains comme un peuple qui, du stade barbare, est passé immédiatement au stade de la décadence.  
» En ce qui concerne l'Allemagne, Salazar a exprimé ses craintes en regard à ses conceptions de politique générale et aux questions concrètes.

» A la déclaration faite par Franco et Serrano Suñer, selon laquelle, du fait de l'étroite amitié

qui les lie à l'Allemagne et à l'Italie — amitié basée sur la reconnaissance, d'une part, et sur la communauté de vues politiques, d'autre part (sorte d'instinct de conservation contre le danger du bolchevisme et des ennemis traditionnels de l'Espagne) — l'Espagne souhaite la victoire de l'Allemagne, Salazar a répondu qu'il n'y avait pas lieu de surestimer le danger du bolchevisme...

» Salazar avait cité des arguments en faveur de la victoire des Anglais : en premier lieu les raisons économiques, ensuite les troubles de plus en plus graves sur les territoires occupés par les Allemands, et enfin la fatigue provoquée par la guerre en Allemagne même.

» Franco répondit tout d'abord, par une revue détaillée de la situation militaire et, soutenu par Serrano Suñer, déclara que la victoire des Anglais était absolument impossible.

» Comme on peut s'en apercevoir par les extraits qui précèdent, le

gouvernement franquiste de 1942 était non seulement un allié en puissance de l'Allemagne d'Hitler, mais aussi son vassal. Le fait que le Ministre des Affaires Etrangères de Franco s'est cru dans l'obligation d'informer d'une façon détaillée l'Ambassadeur d'Hitler en Espagne des conversations confidentielles qu'il avait soutenues à Séville avec Oliveira Salazar, le prouve.

Récemment, Franco a soutenu d'autres conversations, probablement aussi confidentielles, avec Oliveira Salazar. A qui fera-t-il part cette fois des conclusions auxquelles il aura abouti avec son compère portugais ? Pas au chef d'une grande puissance fasciste, comme en 1942, puisqu'il n'existe pas. Il aura à se remettre, très certainement, à ses nouveaux patrons; c'est-à-dire aux Américains, dont il est le vassal actuellement. Il est presque certain que les deux dictateurs ibériques, dont le thème

(Suite en page 2.)



# COMMENTAIRES

*Dia izas dia*

## Amenaza fascista sobre Grecia

CUANDO se produjeron en Inglaterra, con motivo de la presencia de los reyes de Grecia a la boda de la princesa Alejandra, los incidentes de todos conocidos, el mundo se enteró de que había en Grecia un grave problema de reacción en puertas... Las cruces gamadas que pendían de los brazaletes de la reina Federica — ¡esta homonimia nos molesta profundamente! — hicieron saber al mundo hacia donde iban las simpatías de la soberana. Y el que grupos de emigrados griegos la hubieran silbado e intentado agredir, denotaba que el mal era más grave de lo que aparentemente podía parecerse.

La realidad es que en Grecia hace ya tiempo que está instaurado un régimen de neo-fascismo; que las cárceles griegas están repletas de obreros y estudiantes socialistas, comunistas y simples liberales. Y esta verdad aparece brutalmente a los ojos del mundo, al producirse el aleve asesinato del diputado por el Pireo, Gregorio Lambrakis, muerto víctima de un atentado, que quería hacerse pasar como un accidente de la circulación. Sin la denuncia de un valeroso transeunte, M. Sotirchozolos, los dos asesinos, Kotzamanis y Emmanouelidis, camparian tranquilamente por su respeto sin ser para nada molestados. Hoy Sotirchozolos, se encuentra herido, víctima a su vez de una agresión, que no ha podido terminar con su existencia. Pero cabe temer que, a la segunda vez, los asesinos de Lambrakis tendrán más fortuna y que este hombre pagará su coraje con la vida.

Los procedimientos utilizados para asesinar a Lambrakis son los tradicionalmente puestos en práctica por el fascismo. Inmediatamente vienen a nuestra memoria los asesinatos de Layret, diputado federal, defensor de los sindicalistas en Barcelona; de Matteotti, diputado socialista, asesinado por los fascistas italianos; de Carlo y Nelli Roselli, sin olvidar a Jaurés, otra augusta víctima de la reacción mundial.

Ahora los métodos se perfeccionan y se quiere evitar el escándalo del crimen político pretendiendo camuflarlo en ACCIDENTE: como el asesinato del joven poeta Moreno Barroero, precipitado desde lo alto de una galería de la cárcel de Jerez de la Frontera y como quisieron hacer con Gramsci, antes de pasar por el simulacro del Consejo de Guerra que lo condenó a muerte.

La reacción producida por el asesinato de Lambrakis es hoy muy fuerte en Grecia. ¿Conseguirá ella derribar al gobierno Caramanlis? ¿Entañará ella, a la larga, el fin de la monarquía griega? Lo más significativo del asunto es que no son precisamente los amigos políticos de Lambrakis, socialista acusado de simpatías comunistas — conocemos el sistema — los más indignados y los que con más violencia atacan al gobierno y denuncian el crimen, sino hombres de partidos moderados, que hasta ahora se habían mantenido en una actitud espectante ante el régimen instalado en el Poder en Grecia.

Quizá estos hombres de centro y de centro-izquierda, se dan al fin cuenta de que el proceso fascista es siempre el mismo. El nacional-socialismo, en Alemania y en Austria, empezó asesinando a Rosa Luxemburgo, Carlos Liebnicht y Gustavo Landauer, continuó suprimiendo violentamente a Walter Rathenau y acabó asesinando al canceller Dollfuss, responsable de la masacre de los socialistas de la casa Carlos Marx de Viena. Comienzan suprimiendo a los anarquistas, los comunistas, los socialistas; después liquidan a los liberales, hasta no dejar más que a los que se apresuran a inscribirse en las legiones de la reacción, hámense estas fascistas, nazis, Milicias de Darnand, Falange o Guardia de Hierro.

Quizá el sacrificio de Lambrakis, como el de Luxemburgo ayer, sea fecundo y consiga levantar corrientes de opinión suficientemente fuertes para que el terror no se instale totalmente en Grecia... Pero si la oposición griega no sabe aprovechar las contingencias favorables y barrer definitivamente a la Monarquía, alejando del trono y de Grecia al débil rey Pablo y a la orgullosa y despótica reina Federica — ¡la homonimia continúa molestándonos, soberanamente! — a Caramanlis sucederá otro jefe de gobierno fantoche y el pueblo griego se verá cada vez más rápidamente envuelto y arrastrado hacia un sistema totalitario, en el que todos sus derechos serán suprimidos, en beneficio exclusivo de una casta de magnates de la industria y del comercio y de antiguos feudales, que se parecen como una gota de agua a otra a los junkers, los grandes capitalistas y los jefes de la Iglesia que han hecho la desgracia del pueblo español.

Ojalá la experiencia de Italia, de Alemania, de la propia España, sirva a los demócratas y liberales griegos para salvar a Grecia de una hecatombe política. Porque a Lambrakis y a los miles de jóvenes estudiantes y obreros que llenan cárceles y presidios, seguirán cuantos se opongan al fascio griego, hermano gemelo del fascio español, y, como este, abrevado a las ubres de la hidra nazi.

Federica MONTSENY.

## ¿Comunismo... o dictadura?

Los amos del dólar y dirigentes de la política americana, así como los siniestros Salazar y Franco con toda suerte de acólitos, hacen constantemente alarde de anticomunismo, sin que nos definan qué clase de comunismo combaten, si el comunismo de Estado o el comunismo libertario; ni tampoco nos presentan en contrapartida ninguna solución viable de verdadera libertad y justicia social.

Realmente no caben engaños por cuanto unos y otros son enemigos de toda especie de comunismo o sistema que tienda a la supresión de la propiedad privada, del Poder capitalista y de la hipócrita moral religiosa.

En todo caso los únicos adversarios del comunismo de Estado, o de la llamada dictadura del proletariado, son los sindicalistas revolucionarios, los socialistas de base doctrinarios, los libertarios y hombres de formación libre.

No cabe duda de que en las obras de Marx, Engels y Lenin, encontramos la característica general de la sociedad comunista se advierte de la siguiente manera:

A) Donde no habrá propiedad privada de los instrumentos y medios de producción, sino propiedad social, colectiva. B) Donde no habrá clases ni Poder estatal, sino que habrá trabajadores de la industria y de la agricultura, que se rijan económicamente como una asociación libre de trabajadores manuales e intelectuales. C) Donde la economía nacional, organizada con arreglo a un plan, tanto en el terreno de la industria como en el de la agricultura, se basará en la técnica más avanzada. D) Donde no habrá contraste entre la ciudad y el campo, es decir, entre la industria y la agricultura. E) Donde los productos se distribuirán de acuerdo al principio: «De cada uno, según sus capacidades; a cada uno, según sus necesidades». F) Donde la ciencia y el arte gozarán de condiciones suficientemente favorables para alcanzar su pleno florecimiento. G) Donde en suma, el individuo será verdaderamente libre merced al producto de su trabajo inteligente que le permitirá la libertad económica, política, social y espiritual.

Todo ese sistema, con el que nos sentimos identificados, se presenta en contradicción con el sistema bolchevique, es decir, con la dictadura del proletariado. Claro que los bolcheviques, con su dialéctica, tratan de justificar la dictadura del proletariado como un período de transición del capitalismo de Estado al Socialismo hasta la desaparición del Estado.

Con el comunismo de Estado, o la dictadura del proletariado, el individuo queda encadenado al dios

Estado como un ente sin personalidad, y con la sola presencia del partido único se fomenta el fanatismo político y doctrinario en perjuicio de la personalidad y la libertad física y espiritual del hombre. Es por ello por lo que consideramos que los bolcheviques, a pesar de que invocan a Marx, Engels y Lenin, están en flagrante contradicción con el verdadero comunismo; y tanto más por cuanto se atribuyen el derecho único de imponer y dirigir la dictadura del proletariado a través de su Partido, sin compartir la dirección de otros. En este orden de cosas nos vemos obligados a rechazar lógicamente la llamada dictadura del proletariado, proclamándonos los defensores del verdadero comunismo del que ya hemos hablado al principio *a grosso modo*, el cual se halla en armonía con la concepción que los hombres de la C.N.T. tienen del Comunismo Libertario. Sobre este particular, Juan Jaurés, marxista de doctrina y figura preeminente del socialismo, ya en vísperas de 1914, antes de ser asesinado cobardemente y como obediendo a un proceso evolutivo de su pasión inteligente del socialismo, defendiendo el Comunismo Libertario como sistema de justicia y de libertad avanzado, es decir, cinco años antes de que la C.N.T. lo proclamase como medio de lucha y trayectoria por la nueva sociedad de productores libres.

No obstante, aunque por principio y táctica somos contrarios a toda dictadura, reconocemos que el Partido proletario ruso se formó en condiciones particulares diferentes de las que existían en occidente, debido precisamente a la corriente del socialismo y a la influencia del sindicalismo actuante libremente; en cuanto en Rusia, por el contrario, el Partido comunista ruso se formó bajo el absolutismo más feroz; esta modalidad formó en sus militantes un espíritu de lucha tenaz, inflexible y duro que más tarde cristalizó en su acción política cuando llegaron al Poder aprovechando el error político del menchevique Kerevsky; todo ello, la falta de individualidades en la masa y el estado psicológico de ésta con la imagen atormentada de un pasado de miserias e injusticias con la acumulación de los desastres recientes de la primera guerra mundial, facilitó la conquista del Poder a un puñado de bolcheviques audaces que impusieron la dictadura del proletariado a un pueblo de base campesina, sin preparación ni formación científica en el orden económico-político-social y sin tener en cuenta las diferentes corrientes de otros grupos que, como los anarquistas, lucharon contra el zarismo.

La hegemonía del Poder que impuso el bolchevismo en Rusia, más tarde se pretendió emplearla como táctica en los demás países susceptibles de un cambio político revolucionario; para ello, como es natural, se valen del llamado partido comunista de cada país.

Esto no es un secreto, por cuanto la Rusia comunista, después de unos años de salir victoriosa de los bárbaros ejércitos alemanes, en el número 17 de la revista «El Bolchevique» de Moscú, página 51, declara: «Que el Socialismo, descubierta ya por Marx y Engels y comprobado por Lenin y Stalin sobre la base de la experiencia del Partido Bolchevique y del Estado soviético, es obligatorio para todos los países»...

Con esto los bolcheviques rusos revelan un desconocimiento absoluto de la psicología de cada pueblo, cerrando la comprensión a la potestad que los pueblos deben tener para resolver sus propios problemas de acuerdo a su carácter, a su cultura y a sus posibilidades. Que el comunismo dictatorial se

contradice en la acción de sus propios dirigentes, es un hecho incontestable. Véase el caso Stalin-Kruschef, Yugoslavia y China. No obstante, conviene consignar que desde hace unos diez años la situación ha evolucionado, especialmente desde que Kruschef en el XX Congreso osó abordar los crímenes stalinianos y las detenciones arbitrarias en el período llamado de las «purgas».

Finalmente, en cuanto a España y a la solución de su problema se refiere, huelga pensar en una solución bolchevique. En primer lugar, porque el carácter español se manifiesta singularmente individualista y amante de su independencia en ese variado mosaico geográfico y humano del suelo ibérico. Y en segundo lugar, porque desde hace más de un siglo las corrientes políticas liberales van penetrando en el pueblo, y con el verbo y el pensamiento libertario, así como con la buena nueva del movimiento sindicalista revolucionario, el Pueblo español se encuentra en condiciones de recuperar su libertad para labrar su destino superior, sin necesidad de dictadura blanca, negra o roja.

En fin, como colofón, y en honor al derecho que reconocemos a cada español a colaborar en la causa de la liberación de España, y para acelerar el máximo progreso del suelo español, estimando que TODOS los españoles de ideales generosos pueden ser útiles en tan noble empresa, nos atrevemos a declarar que los comunistas hispanos pueden y deben ocupar un puesto en la lucha común. Pero sin malas artes ni espíritu de predominio, renunciando a la difamación y a la hegemonía del extranjero.

B. REIG

### HUMOR ESPAÑOL

#### BURRO

Estábamos desayunando en una cafetería de Roma. Junto a nuestra mesa, un matrimonio español — desconocido para nosotros — hacia esfuerzos desesperados para que les trajeran mantequilla. Habían hecho el gesto de untar el pan con el cuchillo y obtuvieron mermelada. Mi marido se volvió hacia el camarero, diciendo en italiano: — «Desiderano burros».

Y en el acto trajo la mantequilla. Entonces la señora se volvió hacia nosotros, diciendo:

— Está visto que a esta gente, si no se les insulta, no te sirven.

### L E E D :

#### « TIPOS ESPAÑOLES »

de Felipe ALAIZ

Panorama de la política, del arte, de la literatura de España, visto por el espíritu cáustico del mejor de los escritores españoles contemporáneos. 5 F.

## Le franquisme...

(Suite de la page 1.)

central des récentes conversations de Merida fut les relations d'Espagne et Portugal avec les E.E.U. seront arrivés à une conclusion identique à son égard à celle qu'ils arrivèrent en 1942. C'est-à-dire à définir les Américains « comme un peuple qui, du stade barbare, est passé immédiatement au stade de la décadence ». Bien sûr que, étant donné que les deux dictateurs se soutiennent au pouvoir grâce à l'appui qu'ils reçoivent de cette « décadence », ils se garderont bien d'exprimer sa pensée ouvertement, et il est à supposer qu'ils aient convenu de continuer à manœuvrer pour ainsi percevoir toujours l'aide qu'ils reçoivent de la démocratie américaine « comme une nécessité avec laquelle il faut compter... pour continuer à maintenir sur pied ses régimes totalitaires. Ainsi va le monde. Service d'Information C.N.T.

## Sur un film soviétique

Sous la signature de Raymond Bordes, envoyé de « La Dépêche du Midi » de Toulouse au Festival de Cannes, on a publié ce commentaire :

### « LA TRAGÉDIE OPTIMISTE » DE SAMSON SAMSONOV

Le choix des Soviétiques pour le Festival de Cannes n'a pas été heureux. Quels que soient les pays, d'ailleurs, il est fréquent que les fonctionnaires chargés des sélections internationales commettent de telles erreurs. Ce ne sont pas des hommes de cinéma et ils pensent naïvement que les films coûteux, d'allure très officielle, offrent une garantie suffisante de qualité artistique.

« La Tragédie optimiste » est une épopée sur les débuts de l'armée rouge et sur la transformation des Soviétiques de soldats en régiments disciplinés. Le comité central du parti bolchevik délègue une militante dans un « détachement libre anarcho-révolutionnaire » des marins de la Baltique. Elle

assumera le rôle de commissaire politique, évincera les meneurs anarchistes et sera tuée dans un combat avec les gardes blancs.

Le film aurait pu être un témoignage direct et vrai, puisqu'il se réfère à un moment précis de l'histoire russe. Le nom du metteur en scène était d'ailleurs une promesse : Samson Samsonov a signé au début du « dégel » soviétique une œuvre intimiste au charme un peu amer : « La Cigale » (1955), que l'on a vue en France dans les Ciné-Clubs.

Mais « La Tragédie optimiste » est un retour paradoxal au cinéma qu'aimait Staline. Le style est celui de la fresque glorieuse. Nul effet n'est trop gros pour Samsonov, ni les défilés dans la steppe au pas cadencé, ni la ferveur patriotique des combattants qui vont mourir. Les acteurs jouent au garde-à-vous. Jamais ils ne sont tout simplement des hommes.

Ceci dit, le film intéressera les observateurs politiques, non pas seulement par son éclairage néostalinien, qui reflète un certain

dureissement idéologique, mais aussi par sa violence de ton contre les anarchistes. La liquidation des anarcho-sindicalistes durant la guerre civile était de l'histoire ancienne. Pourquoi et revenir en 1963 avec tant de passion polémique? Qui est visé? Certains groupes littéraires de Moscou, trop en avance sur le « dégel »?

☆

La question que se pose Bordes, nous nous la posons aussi. Pourquoi les Russes éprouvent-ils le besoin de nous rappeler l'amérissement du mouvement anarchiste russe après la victoire du bolchevisme? Quel service espèrent-ils rendre à leur cause, en soulevant de tels souvenirs? En tout cas, le moment est mal choisi, surtout quand on voit les communistes espagnols et français faire de continuel appels à l'unité d'action... Ce film nous rappelle que ce sont des compagnons de route grâce auxquels on peut être sûr d'arriver vite et bien au... climatier. Mauvais, très mauvais film!

